

DIRECTEUR D'INVESTISSEMENTS -EXPERT METAUX STRATEGIQUES



Référence de l'offre : ybtkaiijn0

Intitulé : DIRECTEUR D'INVESTISSEMENTS -EXPERT METAUX STRATEGIQUES

Date de publication : 17/04/2026

Filières : Investissement et marchés financiers

Type de contrat : CDI

Catégorie de contrat : Cadre

Localisation de l'offre : Paris (75013)

Éligibilité télétravail : Oui

Régime de travail : Forfait

Prime variable sur objectif : PVO à 10%

Encadrant : Non

DESCRIPTION DE LA CAISSE DES DÉPÔTS

Avec ses filiales et ses partenaires stratégiques, la Caisse des Dépôts constitue le premier pôle financier public. Investisseur de long terme au service de l'intérêt général et du développement économique du pays, la Caisse des Dépôts se charge de plusieurs missions, dont la protection de l'épargne populaire, le financement et soutien du logement social, la gestion des mandats publics, l'accompagnement des Français dans leurs parcours de vie et la contribution au développement économique.

La Caisse des Dépôts Etablissement Public s'organise en quatre métiers : la Banque des Territoires, la Gestion d'actifs, la Gestion des participations stratégiques, et les Politiques sociales.

La Banque des Territoires (BDT) rassemble dans une même structure les expertises internes à destination des territoires. Porte d'entrée client unique, elle propose des solutions sur mesure de conseil et de financement en prêts et en investissement pour répondre aux besoins des collectivités locales, des organismes de logement sociale, entreprises publiques locales et des professions juridiques.

La Direction de l'investissement répond aux besoins des territoires en appui des politiques publiques, en proposant des solutions innovantes et une offre de financement adaptée en matière de développement économique, urbain et touristique, d'infrastructure et de mobilité, de cohésion sociale, de transition énergétique et numérique. Elle a pour vocation d'investir dans des projets de développement aux côtés d'autres investisseurs publics ou privés, privilégiant les projets qui permettent de dégager des retombées extra-financières, avec notamment une forte exigence environnementale.

DESCRIPTION DU POSTE

Au sein de la DI, le département Souverainetés participe à des opérations d'investissement, d'initiative publique ou privée, en lien avec les départements Classes d'actifs de la Direction de l'Investissement, les directions régionales, la direction juridique et, le cas échéant d'autres entités du groupe, dans les secteurs suivants :

- la réindustrialisation de la France (dont les sujets de foncier et de reconversion urbaine notamment sur des friches) ;
- la Défense (en lien avec les donneurs d'ordre publics et privés) ;
- les datacenters, calculateurs quantiques, IA et Haute performance ; les réseaux télécom (sécurisés fixes, câbles sous-marins,...) ;
- la data territoriale (dataspace, cloud, jumeau numérique,...).

Le département contribue aussi à la gestion des participations prises dans ces domaines en siégeant dans certaines des instances de gouvernance des sociétés dans lesquels il a investi, et en veillant aux orientations de son portefeuille.

Missions / activités

Le titulaire du poste a une expertise reconnue sur les filières dont il/elle a la charge, à travers une connaissance approfondie des enjeux et technologies mobilisées, des modèles économiques, des acteurs et des réglementations applicables. Il/elle a ainsi la responsabilité :

- De comprendre les fondamentaux économiques et réglementaires de chaque filière dont il a la charge, et d'être en capacité de les partager. Pour ce faire, il s'appuiera sur ses lectures, ses rencontres avec les acteurs, la participation à des colloques, groupes de travail, évènements, etc. ;
- De travailler, avec le/la responsable du pôle, sur la stratégie d'action spécifique à la/les filière(s) dont il/elle a la responsabilité, et d'interagir avec les ministères en charge pour faire connaître les positions de la Caisse des dépôts ;
- D'apporter cette expertise sectorielle au sein des équipes projet au moment de l'instruction des investissements ou du suivi des mandats ou à des moments clés de suivi des investissements réalisés. Il/elle peut être amené à apporter un éclairage aux acteurs publics et en particulier aux collectivités locales pour les aider à établir leur stratégie en matière de Souverainetés ;
- D'organiser la capitalisation d'expérience sur cette (ces) filière(s), notamment en organisant le retour d'expérience des projets (investissement et mandats) dans lesquels la Banque des Territoires a investi, et en pilotant des études sectorielles ;
- Favoriser l'émergence de nouveaux projets appuyés sur des modèles économiques pérennes, qui permettent leur financement dans la durée, ainsi que de nouveaux mandats ;
- Développer et entretenir les coopérations avec les autres entités et services de la Banque des Territoires et du groupe Caisse des dépôts (Bpifrance, La Banque Postale,...) ;
- Favoriser les coopérations avec les acteurs publics nationaux et locaux (ADEME, SPL, fonds régionaux,...) et les acteurs privés ;
- Promouvoir l'action de la Banque des Territoires dans sa filière.

1. Origination et négociations de projets d'investissement :

Le titulaire du poste :

- Contribuera à identifier des opportunités d'investissement auprès des porteurs de projets, partenaires externes potentiels, industriels ou financiers ;
- Participera à une équipe projet élargie comprenant des représentants du département classe d'actifs concerné, des représentants d'autres directions (DR, DAJCD, ...) et le cas échéant des conseils externes (financiers, juridiques, techniques,) ;
- Assurera la chefferie de certains projets d'investissement ;
- Encadrera des équipes projet et des investisseurs.

2. Représentation, animation et partenariats (en interne et en externe)

Le/la titulaire du poste participe à l'animation interne, avec les entités du Groupe et du réseau des directions régionales à travers :

- La diffusion d'expertise filière au sein du réseau des Directions Régionales ;
- La formation du réseau ;
- L'accompagnement des experts sectoriels en régions et/ou les DT et CDT en DR.

Il/ elle représente et fait connaître les activités de la DI au sein de la Banque des Territoires et du groupe Caisse des dépôts, et développe les actions transversales de communication, de développement et d'investissement, les autres entités de Banque des Territoires, et des filiales du groupe le cas échéant.

Enfin, il/elle développe des relations de qualité avec les acteurs principaux du secteur et est amené à représenter le département auprès d'organismes professionnels spécialisés dans la filière qui le/la concerne. A ce titre, le titulaire du poste peut assurer le pilotage de partenariats que le département est amené à conclure avec des industriels du secteur en vue de développer des investissements.

3. Suivi des participations de son périmètre, il/elle :

- Contribuera au suivi financier et opérationnel périodique des participations, notamment s'agissant des exercices semestriels de valorisation du portefeuille de la direction, en lien notamment avec le département classe d'actifs ;
- participera aux réunions des organes de gouvernance des participations pour lesquelles il/elle se verra confier un mandat social ou la représentation de la CDC dans les réunions d'associés.

Positionnement du poste

Au sein du département, le poste est placé sous la responsabilité hiérarchique du responsable du pôle Industrie et conduira le/la titulaire du poste à manager des équipes opérationnelles transverses lorsqu'il/elle sera chef de projet.

Il pourra également être amené à encadrer au quotidien des collaborateurs moins seniors.

Le pôle industrie accompagne l'ambition nationale de reconquête industrielle des territoires en France. A travers des produits financiers, des services d'ingénierie et des solutions, en lien avec les collectivités locales, les entreprises et les programmes publics. Il investit massivement dans des projets industriels et des infrastructures et soutient les stratégies locales de développement ou de reconquête de territoires industriels.

PROFIL RECHERCHÉ

La CDC fonde le recrutement sur les compétences en excluant tout critère de discrimination. Tous nos postes sont ouverts aux personnes en situation de handicap.

Prérequis

- Formation supérieure bac +5 (ingénieur ou grande école de commerce) ou équivalent. Double cursus apprécié (ingénierie + techniques financières et juridiques) ;
- Au moins 510 années d'expérience professionnelle minimum ayant conféré une expérience concrète, pour le compte d'un industriel, fonds d'investissement, banque, maître d'ouvrage ou conseil technique ou financier dans le secteur concerné. Une expérience différente dans le secteur concerné, associant analyse financière, juridique et/ ou technique pourra être considérée ;
- Expertise technique sur les sujets industriels et sur les sujets métaux stratégiques (ressources et extraction, raffinage et transformation, recyclage et réemploi, politiques et géopolitiques industrielles, approche ESG/CSRD);
- Forte appétence pour les enjeux de souverainetés ;
- Sens de l'intérêt général ;
- Une connaissance des services de l'Etat ou des collectivités locales et des montages public-privés (PPP, concessions, SPL, ...) serait un plus.

Savoir-faire

- Pratique confirmée de l'investissement et/ou du financement de projet ;
- Capacité à construire et développer des investissements innovants par leur objet ou leur montage juridique et financier ;
- Connaissance et expérience du monde industriel, de la gouvernance d'entreprise (mandats sociaux) ;
- Pratique de la négociation de contrats de gestion déléguée avec l'Etat et/ou des collectivités territoriales.

Savoir-être

- Expérience réussie du travail en équipe / en mode projet ;
- Agilité et tact dans les relations institutionnelles, avec l'administration et les collectivités locales ;
- Capacité à négocier, écouter, promouvoir une offre, rendre compte, fédérer et coordonner les acteurs, travailler en réseau et conduire des projets impliquant plusieurs fonctions / métiers, innover ;
- Capacité à établir et gérer des relations partenariales avec des acteurs publics et privés.